



Dans l'éducation, les syndicats sans illusions avant de rencontrer le ministre

Jean-Michel Blanquer doit détailler aux enseignants les réformes qui les visent, sur les retraites mais aussi leur métier en général.

Il s'agit presque quand on évoque le sujet. «Négociateur? Avec le ministre Blanquer? Il ne sait pas ce que c'est une négociation! Depuis le début, il n'écoute rien», répond la première. «Vous voyez l'exercice imposé en patinage artistique? Eh bien, c'est exactement ça: le ministre nous reçoit pour la forme», dit l'autre. Ce sont deux têtes de pont de syndicats enseignants, éloignés politiquement: Frédérique Rolet est secrétaire générale du Snes-FSU, le syndicat majoritaire du secondaire, Jean-Rémi Girard préside le Snalc (minoritaire et classé conservateur). En pleine crise sur les retraites, ils sont «conviés», comme tous leurs pairs, rue de Grenelle ce vendredi et lundi prochain pour un entretien en tête à tête. Sans espoir de négociateur, ils espèrent au moins ressortir avec des informations un peu claires. Qu'enfin Jean-Michel Blanquer étale sur la table le projet qu'il a en tête. «C'est du délire complet, s'énerve quant à elle Francette Popineau, du Snuipp (principal syndicat du primaire). On a une réforme des retraites dont on ne veut pas. Le gouvernement reconnaît qu'elle désavantage les profs, il nous promet une revalorisation des salaires que l'on réclame depuis des années... Et sans gêne, il ajoute: "Ah mais si on vous augmente, ce sera en échange de contreparties." Même un enfant de 5 ans se rendrait compte de l'entourloupe.»

«Coup de poker»

En communication politique, on dit «repenser le métier». Ainsi le Premier ministre, dans son discours de mercredi: «Le temps doit nous donner l'ambition de véritablement repenser le métier et la carrière d'enseignant.» Blanquer le répète aussi

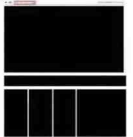
depuis plusieurs semaines, il l'a même écrit dans sa lettre aux organisations syndicales mi-novembre: «Cette discussion [sur la revalorisation, ndlr] devra prendre place dans le cadre d'une approche plus globale permettant de définir ce que sera le métier d'enseignant au XXI^e siècle». A quoi ressemble l'enseignant rêvé, dans la tête de Jean-Michel Blanquer? Francette Popineau reste convaincue que le ministre n'a pas de plan précis: «Je pense qu'il ne sait pas où il va, comme ce gouvernement d'ailleurs. Ils avancent tous à l'aveugle, ils n'ont rien préparé.» C'est une hypothèse. Il en existe une autre, à l'opposé: le ministre de l'Éducation nationale aurait une feuille de route bien précise et rédigée de longue date. L'un de ses proches s'en inquiète: «C'est d'ailleurs tout le problème aujourd'hui. Il veut garder le rythme, avancer comme il avait prévu au départ, sans réviser son agenda en fonction des circonstances.» Jean-Michel Blanquer utiliserait la réforme des retraites, qui s'impose à lui, comme levier pour faire passer de nouvelles réformes. Claude Lelièvre, historien de l'éducation et très critique sur la politique menée par le ministre, suit, un peu scié, l'épisode politique du moment: «Il joue un coup de poker. La question des retraites est déjà explosive en soi. Mais ajouter à cela des injonctions pour "faire travailler les professeurs autrement", là, c'est le risque maximal.»

«Combats collectifs»

Certes, pour l'instant, Blanquer est resté flou sur ses intentions, comme s'en plaignent les syndicats. Mais son projet n'a rien de secret, il est détaillé dans son livre *L'École de demain* (Odile Jacob), publié en pleine campagne présidentielle. Dans son école idéale, les professeurs n'ont plus un nombre d'heures de cours défini par semaine, mais étalé sur l'année. «L'annualisation du temps de service... Vieille idée déjà appliquée dans le supérieur, commente, dépitée, Frédérique Rolet. Cela per-

met d'augmenter le temps de travail des enseignants. Vous avez un contingent d'heures à faire sur l'année, quels que soient les jours fériés et autres.» Autre idée chère au ministre et redoutée par les syndicats: la volonté d'individualiser les carrières, et donc les salaires, en versant des primes sous conditions. Frédérique Rolet: «Au bon vouloir des chefs d'établissement, et donc de l'arbitraire. Cette personnalisation réduit à néant les combats collectifs.» Il y a aussi cette phrase, que le ministre répète ces derniers temps: «Je suis le ministre de l'Éducation, mais aussi de la Jeunesse.» Une façon de dire aux enseignants qu'il serait bien que demain, ils aient tous des missions dans le périscolaire? Catherine Nave-Bekhti, du Sgen-CFDT, prévient: «Si c'est pour reconnaître des tâches que les enseignants font déjà dans les faits, oui. Mais si c'est pour rajouter de nouvelles missions, intensifier encore la charge de travail des enseignants, c'est non.» Autre idée: réduire le temps de vacances des enseignants. Depuis peu, leur hiérarchie peut leur imposer cinq jours de formation continue (rémunérée 60 euros brut la demi-journée) pendant les vacances scolaires. Un premier pas pour aller plus loin? «Il a déjà semé plusieurs petits cailloux, avec quelques mesures ou simplement des déclarations, évalue Claude Lelièvre. Il a une vision libérale de l'école, qu'il commence à montrer.» Contacté pour des précisions, le ministère n'a pas répondu.

MARIE PIQUEMAL



Paris, mardi. Cortège des enseignants Snuipp-FSU contre la réforme des retraites.
PHOTO CORENTIN FOHLEN